

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 32

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - ADIL 06 Observatoire des
loyers - Convention de participation
financière 2021

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2021.072

Date de la convocation : Le 13/04/2021
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du 26 AVR. 2021
de la réception s/Préfecture en date du 22 AVR. 2021
Pour le Président, La Responsable de Service  Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 avril 2021

L'an deux mil vingt et un et le 19 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Dominique TRABAUD

Madame NASICA,

L'Observatoire des Loyers des Alpes Maritimes, mis en place en 2013 est un outil de connaissance du marché locatif privé. Il résulte d'une démarche partenariale, associant l'Etat, la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, la Métropole Nice Côte d'Azur, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française, la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes, la Caisse d'Allocation Familiale et les professionnels de l'immobilier (FNAIM Côte d'Azur, Fédération des Promoteurs Immobiliers Côte d'Azur Corse).

L'Observatoire des loyers vise notamment à faciliter la connaissance et la lisibilité du marché locatif et à développer les instruments de consultation et les outils d'aide à la décision en matière de logement, afin d'assurer le développement d'une offre de logements publics et privés à loyers maîtrisés.

En tant que maître d'œuvre de l'Observatoire des loyers, l'ADIL 06 assure le pilotage et la coordination des études menées par l'Observatoire depuis sa création.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2006.046 du 10 juillet 2006 relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière de politique du logement social/habitat ;

Vu le 3^{ème} Programme Local de l'Habitat de la CASA, approuvé par délibération n° CC.2019.163 du Conseil Communautaire en date du 14 octobre 2019 ;

Vu la délibération n° CC.2020.006 en date du 17 juillet 2020 par laquelle le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

Considérant que l'Observatoire des Loyers des Alpes Maritimes géré par l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes (ADIL 06) a pour missions de contribuer à l'analyse du marché locatif privé du département, permettant une meilleure lisibilité et connaissance du territoire ;

Considérant l'intérêt de ces études pour la connaissance du marché immobilier sur le territoire de la CASA et la définition des politiques locales en matière d'habitat ;

Considérant l'avis favorable de la Commission Habitat-Cohésion Sociale et Politique de la Ville du 31 mars 2021 ;

Considérant les crédits qui figurent au budget de l'exercice en cours ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 7 000 € à l'ADIL 06 au titre de l'Observatoire des Loyers des Alpes Maritimes pour 2021 ;
- d'approuver la convention de participation financière avec l'association ADIL 06, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat et au logement à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; Direction Habitat Logement.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention de 7 000 € à l'ADIL 06 au titre de l'Observatoire des Loyers des Alpes Maritimes pour 2021 ;
- d'approuver la convention de participation financière avec l'association ADIL 06, dont le projet est joint en annexe ;

- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat et au logement à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; Direction Habitat Logement.

AINSI FAIT ET DELIBERE

A ANTIBES LE 19 avril 2021

Suivent les signatures

Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION
AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT
DES ALPES MARITIMES (ADIL 06)
POUR L'OBSERVATOIRE DES LOYERS DES ALPES MARITIMES**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Sophie NASICA agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement, habilitée à signer la présente convention conformément à la délibération n° du Bureau Communautaire du 19 avril 2021 ;

Ci-après désignée **CASA**

ET

L'Association dénommée Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'informer le public sur toute question relative au logement et à l'habitat, dont le siège social est situé 5 Rue du Congrès à Nice, représentée par Madame Dominique ESTROSI-SASSONE agissant au nom et pour le compte de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **ADIL 06**

EXPOSE

L'Observatoire des Loyers des Alpes Maritimes, mis en place en 2013 est un outil de connaissance du marché locatif privé. Il résulte d'une démarche partenariale, associant l'Etat, la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, la Métropole Nice Côte d'Azur, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française, la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes, la Caisse d'Allocation Familiale et les professionnels de l'immobilier (FNAIM Côte d'Azur, Fédération des Promoteurs Immobiliers Côte d'Azur Corse).

Pour la bonne exécution de ses missions et plus particulièrement en ce qui concerne la connaissance des marchés du logement et le développement d'une offre de logements publics et privés à loyers maîtrisés, ses partenaires doivent pouvoir disposer d'éléments précis sur les loyers du secteur libre.

Cet observatoire départemental vise à :

- Faciliter la connaissance, le financement et la lisibilité du marché locatif,
- Etre un lieu d'échanges dans le domaine du logement,
- Développer des instruments de consultation et de concertation essentiels à la production de véritables outils d'aide à la décision en matière de logement,
- Traduire en chiffres et analyser les réalités observées.

La maîtrise d'œuvre de cet observatoire a été confiée à l'ADIL06.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la C.A.S.A. s'engage à subventionner l'ADIL 06 afin de lui permettre d'assurer sa mission de pilotage de l'Observatoire des Loyers des Alpes Maritimes avec efficacité.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 200 000 € comprenant une participation de la CASA à hauteur de 7 000 €, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 69),

Cette participation permettra à l'ADIL 06 de proposer à la CASA des analyses et études spécifiques sur son territoire, en complément de la publication annuelle des statistiques du département.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la CASA.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la CASA est de 7 000 €.

Cette subvention sera versée en intégralité une fois la convention signée et revêtue de son caractère exécutoire et après transmission du bilan de l'année 2020 concernant l'observation sur le territoire de la C.A.S.A.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action dans le cadre des comités de pilotage organisés par l'Association qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final transmis par l'ADIL 06 au plus tard le 31 mars 2022.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'observatoire des loyers des Alpes Maritimes auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

L'ADIL 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés relatifs à l'observatoire des loyers des Alpes Maritimes.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'ADIL 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association ADIL 06 remettra à la CASA avant le 31 juillet de chaque année ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par un Commissaire aux comptes agréé, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 31 juillet de l'année N+1.
- Si l'association ADIL 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la CASA tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la CASA des conditions d'exécution de la convention par l'association ADIL 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la CASA peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA CASA

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CASA de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, excepté ce qui concerne le montant de la subvention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'association ADIL 06
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
La Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et
au Logement,

Dominique ESTROSI-SASSONE

Sophie NASICA

6. Budget⁵ du projet

Année 2021, ou exercice du 01/01/21..... au 31/12/21.....

Budget supplémentaire -
projet pluriannuelSuppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	1 200	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	1 000	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	200	74 - Subventions d'exploitation²	200 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	14 100	DREAL PACA	130 000
Locations	10 000		
Entretien et réparation	3 000		
Assurance	100	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1 000		
62 - Autres services extérieurs	47 000	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication	5 000		
Déplacements, missions	2 000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	40 000	CASA	10 000
63 - Impôts et taxes	15 000	Métropole NCA + CARF	40 000
Impôts et taxes sur rémunération		CARF	10 000
Autres impôts et taxes	15 000	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	10 000
64 - Charges de personnel	122 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	85 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	37 000	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	700	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	200 000	TOTAL DES PRODUITS	200 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

La subvention sollicitée de.....10000€¹⁰⁰⁰⁰, objet de la présente demande représente5,00%^{5,00} du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/04/2021
Numéro : BC_2021_072
Nature : DE - Deliberations
Objet : ADIL 06 Observatoire des loyers - Convention de participation financière 2021
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : kWTfPOi

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/04/2021
Identifiant : 006-240600585-20210419-BC_2021_072-DE

Acte reçu

Date : 19/04/2021
Numéro interne : BC_2021_072
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : ADIL 06 Observatoire des loyers - Convention de participation financière 2021
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210419-BC_2021_072-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_072-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_072-DE-1-1_3.PDF

N